



2534

**Rapport d'atelier de partage
des résultats d'analyse de l'évolution de la pauvreté et des conditions de vie
des ménages au Sénégal, au cours de la période de 2005-2009.**

30 juin au 1^{er} juillet 2010 à l'hôtel Le Ndiambour-Dakar

Sous l'égide de la Banque Mondiale, s'est déroulé à Dakar l'atelier de partage des résultats d'analyse de l'évolution de la pauvreté et des conditions de vie des ménages au Sénégal, au cours de la période de 2005-2009. Cet atelier a été un prétexte pour présenter d'autres résultats d'enquêtes et d'études de recherches universitaires.

Suite à la présentation de l'agenda par M.Djibril Ndoye Chef de la DSSSCVP PI, M. FALL Directeur général de l'ANSD a prononcé le discours d'ouverture en rappelant le cadre dans lequel ce travail a été initié. Ce travail est lié essentiellement à la mise à disposition de données sur la pauvreté pour le besoin de la revue 2009 des politiques et programmes en vue de la formulation du document de Politique Economique et Social du Sénégal (2011-2015). Il a également profité de cette instance pour remercier les participants d'avoir répondu à l'invite mais aussi toutes les parties prenantes qui ont apporté leurs contributions aux travaux (UCSPE, Université, CEPOD, PRP, Banque Mondiale).

Conformément à l'agenda et avant la présentation des résultats de la pauvreté, M. Wadon QUENTIN de la banque Mondiale a fait un bref exposé sur la méthodologie qui a été utilisée pour estimer l'évolution de la pauvreté et des conditions de vie des ménages. Et pour rappel, cette méthodologie de calcul de l'évolution de la pauvreté est essentiellement basée sur une combinaison des différents résultats d'enquêtes auprès des ménages que le Sénégal a eues à mener et des analyses de la situation macroéconomique durant la période 2006-2010.

Présentation des résultats des estimations de la pauvreté par M.CAMARA, UCSPE

M. Mayacine Camara, USCPE a présenté les résultats des estimations de la pauvreté issues de l'analyse des différentes enquêtes et de la situation macroéconomique. Selon M. Camara les résultats concernant les secteurs d'activité entre 2006 et 2008 restent mitigés :

- ⊙ *Secteur primaire* : baisse de la production agricole de 30% en volume entre 2005/06 et encore de 24% entre 2006/07 et 2007/08. Néanmoins, on note une reprise en 2008/09 ;
- ⊙ Secteur secondaire alterne des périodes de performances moyenne et faible ;
- ⊙ Secteur tertiaire a connu une croissance au cours des années 2005 à 2007, et un net recul depuis 2008.

Selon M. CAMARA, le Sénégal a noté **une forte augmentation des prix des produits alimentaires en 2008 (10%), entraînant une inflation globale de près de 6%. Malgré cela, une amélioration des conditions de vie des ménages** a été relevée (habitat, eau potable, assainissement, accès à l'électricité):

- ⊙ la qualité de l'habitat a enregistré une amélioration, surtout en milieu rural ;
- ⊙ la proportion de ménages utilisant l'eau du robinet, s'est améliorée sensiblement de 46,3% en 2005 à plus de 50% en 2008 ;
- ⊙ le pourcentage de ménage utilisant l'électricité comme source d'éclairage s'est également accru entre 2005 et 2008, en passant de 48,9% à 59,7% ;
- ⊙ certains ménages ont substitué en 2008 les combustibles traditionnels au gaz domestique dont la proportion de ménages utilisateurs est passée de 39,8% à 35,9% sur la période.
- ⊙ Le Sénégal a été globalement performant concernant l'accès aux services communautaires de base.

Cependant, les analyses ont montré que l'effectif des pauvres s'est accru de plus de 10% entre 2005 et 2009, non seulement du fait de l'augmentation des niveaux de pauvreté dans les campagnes, mais aussi en raison de la forte croissance démographique.

A l'issue de la présentation de Monsieur Camara, et après quelques mots de synthèse du modérateur (M.NDIR, *CEPOD*), certains participants ont réagi, non seulement sur la méthodologie utilisée mais aussi sur les résultats de l'analyse.

Des critiques ont été émises sur la méthodologie utilisée de par sa pertinence par rapport à la période de référence durant laquelle le pays vivait dans des conditions économiques très difficiles mais aussi sur les hypothèses de calcul de la pauvreté monétaire qui n'a pas pris en compte les transferts, jouant un rôle important dans la prise en charge des dépenses du ménage.

La prise en compte de la protection sociale des couches vulnérables pour assurer une croissance économique a été évoquée pour la lutte contre la pauvreté mais aussi l'extension de l'accès aux services communautaires le plus largement possible.

M. DIALLO (PEPAM) a soutenu que la modalité « borne fontaine » doit être prise en compte au niveau du milieu rural pour mieux appréhender l'accès à l'eau dans les zones rurales mais aussi d'harmoniser les variables de collecte entre l'ANSD et le secteur pour un meilleur suivi des indicateurs de l'accès à « l'eau et l'assainissement ».

Compte tenu du niveau actuel des indicateurs et une tendance pas trop prometteuse, certains participants ont douté de l'atteinte des OMD d'ici à 2015 soutiennent que beaucoup d'efforts devraient être consentis pour accélérer cette allure.

Selon M.WADON, on peut relever **une tendance d'amélioration des conditions de vie des ménages sénégalais sur le long terme.**

Le Présentateur a essayé de répondre aux questions des participants mais globalement leurs interventions étaient des contributions.

Présentation de l'enquête villages de 2009 par M. NDOYE, ANSD

Cette présentation a montré l'évolution de l'accès aux infrastructures de base en milieu rural de 2000 à 2009.

Après avoir décliné les objectifs de l'enquête et le contexte dans lequel elle a été initiée, M. NDOYE a décrit la méthodologie de calcul des indices d'accès des villages par rapport aux infrastructures de base qui a permis d'avoir les résultats suivant.

Au niveau national, l'indice d'accès moyen aux cinq principaux services sociaux de base ciblés (eau, école, santé, routes, commerce) est estimé à **400/500** en 2009. Cela correspond à un taux d'accessibilité de **79%** de la population rurale sénégalaise à ces services sociaux.

Cet indice d'accès moyen était évalué à **271/500** en 2000, ce qui correspond à **54%** seulement de la population. Cette progression de 129 points d'indice traduit une nette amélioration du niveau d'accès aux services de base, soit une hausse de près de 48% de la population concernée.

De manière générale, l'accessibilité aux infrastructures en milieu rural a connu une amélioration de 2000 à 2009 à savoir l'accès à l'eau, à l'éducation, à la santé à l'exception des infrastructures routières puisque les communautés rurales les plus pauvres sont celles qui n'ont pas accès à ce type d'infrastructure.

Présentation des résultats de l'Enquête sur la Structure Familiale et pauvreté M. SYLLA, ANSD

Cette enquête a permis d'évaluer la pauvreté et la vulnérabilité au niveau du ménage mais aussi celui des individus et la façon dont la structure des ménages change au cours du temps en réponse notamment aux chocs économiques. Elle a également permis d'étudier la dynamique des recompositions familiales.

Quelques résultats sur les incidences de la pauvreté au niveau des ménages et des individus ont été partagés

Dans l'ensemble on a relevé que l'incidence de la pauvreté chez les ménages est de 48,1 contre 47,4% chez les individus, à Dakar c'est 34,6 contre 36,7% tandis que dans les autres villes c'est 33,1 contre 32,9% et en milieu rural c'est 60,4 contre 58,2%.

En conclusion on peut noter que le niveau de l'incidence de pauvreté chez les ménages et celui des individus ne sont pas très différents.

Présentation de quelques résultats de l'enquête sur les dépenses scolaires des ménages par M. SANE, Cabinet C3E

Après avoir exposé le contexte et les objectifs de cette enquête, M. SANE a présenté les résultats obtenus.

Des résultats qui amènent à faire le constat de la forte contribution des ménages sénégalais dans les dépenses de l'éducation et, d'autre part, du consentement des

ménages à faire des efforts supplémentaires de faible ampleur pour les dépenses scolaires, avec le recours d'autres formes de ressources. Malgré ces constats, l'enquête recommande une politique éducative qui organise mieux l'implication et les interventions de certains partenaires internes de l'école, notamment les associations des parents d'élèves.

Concernant le secteur de l'éducation, certains participants soutiennent que deux niveaux posent problème : **le préscolaire** (les parents pauvres n'ont pas de moyens pour assurer les frais d'éducation) et **le secondaire** à cause du coût élevé de la formation qui fait que les étudiants issus de famille pauvres rencontrent d'énormes difficultés pour y accéder ou à poursuivre leur étude.

Suite à cela nous avons assisté à une présentation de **M. QUENTIN WADON** qui porté sur un diagnostic du système éducatif par type d'établissement fréquenté les principaux renseignements montrent que les écoles à vocation religieuse sont plus en mesure de lutter contre la pauvreté.

On a souvent dit que les écoles à confession catholique ont un système éducatif meilleur. Une analyse économétrique lors de cette étude a permis de vérifier les différentes hypothèses.

† **Présentation des travaux du groupe de recherche LARTES/IFAN par M. Abdou Salam FALL**

Les résultats de l'étude portant sur les Impacts de la crise financière internationale sur les ménages. Elle a mis en relief les capacités d'adaptation des ménages pour faire face à ces situations. De même des programmes de prise en charge avec les cash transfert et le système de crédit ont été initiés. Par contre certains participants ont émis des réserves sur cette façon de faire car les groupes vulnérables ne doivent pas bénéficier directement de crédits ou au mieux mettre des filets de sécurité et les mécanismes de garantie.

D'une manière générale Les modes de financement de la vulnérabilité doivent être revus. Les microcrédits posent de plus en plus des problèmes et qu'il faudrait le voir sous un angle beaucoup plus englobant qui permet effectivement de sortir ces ménages de la pauvreté. D'après M. FALL toutes les zones de concentration de la pauvreté sont connues

Certains ont déploré l'absence de données statistiques sur la présentation de M. FALL.

Présentation des cartes de pauvreté par M.WADON Quentin de la Banque Mondiale

La présentation de M.WADON a concerné la carte de la pauvreté combinant les données du recensement avec celles de l'Enquête de Suivi de la Pauvreté réalisée en 2005-2006. La Carte de pauvreté est une base de données détaillées sur la pauvreté et les inégalités à deux caractères (géographique et administratif) et qui permet de déterminer les variations de la pauvreté à l'intérieur des régions.

C'est une technique de base pour estimer la pauvreté correspond à définir un modèle de consommation par tête; et voir ensuite le niveau de consommation de chaque ménage

C'est une méthodologie qui a été initiée par la Banque Mondiale et a été réalisée en collaboration avec l'ANSD. L'élaboration de ces cartes avec les données de l'«Enquête

Villages de 2009» pourrait contribuer efficacement au ciblage de la population vulnérable.

Les résultats révèlent, de façon générale, que c'est la zone urbaine qui est la plus affectée par la pauvreté.

Cette méthode de la carte a été appliquée à la hausse des prix, aux transferts d'argent.

Certains participants ont suggéré de pousser les cartes de pauvreté au niveau le plus fin, en utilisant des données désagrégées.

Suite à la présentation de M. Quentin, M Fall Abdou Salam a manifesté des préoccupations concernant les taux de pondération entre les variables posées par M. QUENTIN.

Mme Gnankou Diouf a évoqué la préoccupation du Président de la République par rapport à la pertinence des instruments de mesure de la pauvreté qu'utilisent les spécialistes et souhaite qu'ils soient plus orientés vers la prise de décision.

M. NIANG de l'ANSD a fait part au besoin de faire un parallélisme entre le Programme de Numérisation des Districts de Recensement et la cartographie de la pauvreté. Et par rapport à la présentation des cartes de pauvreté élaborées par la Banque Mondiale il relève une certaine disparité entre les zones et aimerait avoir des explications dans ce sens.

Certains participants demandent si le même processus méthodologique des cartes de pauvreté a été appliqué dans les autres continents pour cerner le phénomène de la pauvreté.

Dans sa réponse M. Quentin a soutenu qu'au niveau agrégat la carte de la pauvreté constitue une manière très forte pour le suivi de la pauvreté. Et dans son exposé, il a même émis une réserve sur l'application des ressources du PNDL par rapport à la lutte contre la pauvreté et que si la carte de la pauvreté était utilisée, elle serait autrement. Il a soutenu également que pour élaborer les cartes de pauvreté il faut nécessairement des données de recensement dont l'intervalle de collecte est de 10 ans.

Après les mots de synthèse du modérateur, M. Fall, Directeur Général de l'ANSD a prononcé le discours de la fin en remerciant encore une fois l'ensemble des participants et félicitant l'ensemble des partenaires techniques et financiers qui ont bien œuvré pour la bonne marche des travaux de cet atelier de partage.